

Retraité(e)s CGT : Indigné(e)s mais pas Résigné(e)s

Journal à périodicité variable des Retraités et Préretraités CGT SAP 13. Syndicat des Activités Postales

55 av de La Rose La Brunette Bt ext D 13013 Marseille --+-- Tel : 04.91.11 60.95 Fax : 04.91.02.69.69

Courriel retraites.cgtposte13@hotmail.fr Site <http://retraites.cgtposte13.over-blog.com/>



Les Raisons de la Colère sont multiples pour monter celle des Cochons de Payeurs (de contribuables)

Ca avait commencé avec la disparition de la 1/2 part pour les veuves et veufs et le report de janvier à avril des augmentations des pensions.. Ca s'était aggravé avec le report de la revalorisation annuelle et la fiscalisation des majorations des parents d'au moins trois enfants. Cette dernière mesure a un effet pervers : elle gonfle le revenu fiscal de référence "qui permet d'être exonéré de taxe d'habitation ou foncière et de recevoir les aides au logement". Mais ca va encore empirer avec le report de toutes augmentations en ...octobre 2015.

Les fonctionnaires sont particulièrement affectés par ce report qui vise l'ensemble de leur pension (1) alors que les salariés ne seraient touchés que pour la partie versée par le régime général, leur pension de base. D'un autre côté, souvenons-nous que les salariés du privé ont déjà subi la sous-indexation des pensions complémentaires Agirc et Arrco, à cause de l'accord signé par les partenaires sociaux (pas par la CGT),

Et quand on sait que le Gouvernement confirme qu' 1200 + 1€ les retraités sont des Nantis qui doivent subir le gel de leur pension, tout cela nous donne plus envie de le prendre ce...

Le TRAIN de la COLERE

(1- voir tableau page 3)

J'ai des revendications, je les fais entendre Le 3 juin à Paris

Nous réclamons:

- Un rattrapage immédiat de 300 euros par mois pour tous les retraités.
- La revalorisation des retraites du secteur public et privé (CNAV et complémentaires) au 1er janvier 2014.
- Un minimum de retraite égal au SMIC que nous revendiquons à 1700 euros.
- Une restauration de l'assurance maladie, la suppression des dépassements d'honoraires.
- Prise en charge de l'autonomie des personnes âgées par l'assurance maladie avec un financement à hauteur des besoins.
- Le développement des hôpitaux publics et des centres de santé à partir des besoins.
- Le rétablissement de la 1/2 part pour enfant dans le calcul de l'impôt sur le revenu.
- L'abrogation des augmentations de la TVA au 1er janvier 2014.
- Le retour au service public de proximité.



PLACE JOFFRE FACE A LA TOUR EIFFEL

Métro : Ecole Militaire

Pour un pique-nique de lutte qui sera suivi d'une manifestation nationale jusqu'au Ministère des personnes âgées. distant de....607 mètres !

La réalité aujourd'hui:

- La pension mensuelle moyenne est de 1.550 euros pour les hommes et de 899 euros pour les femmes.
- 4,2 millions touchent le minimum contributif (629 euros) et leur nombre augmente chaque année : en 2012, 25 % des hommes et 50 % des femmes voient leur retraite liquidée sur cette base.
- Le taux de pauvreté des retraités ne cesse d'augmenter : 17 % vivent avec moins de 600 euros par mois et 10 % des retraités ont recours aux associations caritatives pour pouvoir se nourrir.
- 14% des retraités renoncent aux soins faute de moyens.
- Des retraités prennent un travail pour boucler les fins de mois et en 6 ans, leur nombre a triplé.
- Même, par exemple, avec une retraite de 2 500 euros par mois, les retraités sont de plus en plus attentifs à leurs dépenses : les charges incompressibles ne cessent d'augmenter (loyer, électricité, gaz, assurances, complémentaires santé, impôts...)

Dans l'unité, à l'appel de: la CGT, la CFTC, FGR, FO, FSU, LSK, Solidaires, UNRPA:

LE 3 JUIN 2014 RASSEMBLEMENT 11 HEURES

Page : 1

La colère... des Cochons de Payeurs
J'ai des revendications, je les fais entendre

Page : 2

Votre feuilleton : TAAA GUEUUULE !!!
Cherchez l'erreur !

Page : 3

Les Usagers du Service Public. Les Cochons de Payeurs
Après le « bout du tunnel »

Page : 4

Un instrument de transformation sociale

S O M M A I R E

Page : 5

3 mai 1936 : il y a 78 ans
Des apprentis en résistance

Page : 6

Menu du chef/ Lancer de nain
Ne bradez pas notre Mutuelle

Page : 7

Connaissez-vous INDECOSA-CGT ?

Page : 8

Il y eut Mai
Je veux être à Paris
Prochaine réunion ; elle sera Commune

Petit
Travail
Tranquille

par Juliette

*Le feuilleton
des retraités
qui suivent
ce qui se
passe dans
La Poste
actuelle !*

* 1 Le langage fleuri est entièrement d'origine. Veuillez éloigner les oreilles chastes et les regards prudes. Ne souhaitez pas être traités de « censeurs » nous laissons à l'auteur la responsabilité de ses écrits.

(La Rédaction)

TAAAA GUEUUUULE !!!!! *1

Aujourd'hui, il est 8h02 et j'ai envie de hurler en entendant la nana du secteur d'en face se lamenter comme chaque matin, en boucle et très fort :

- " Mais ils veulent qu'on fasse comment ? On peut pas y arriver ! Nan mais t'as vu tout ce qu'il y a aujourd'hui ? A quelle heure on va rentrer ? J'emmène ma gamine chez le médecin, moi, cette après midi. Je vais devoir courir comme une malade..."

Et sa connasse de voisine de répondre :

- " Ah bah oui ! Bah ça c'est sur, ça ! Ils nous ont pris pour des robots ma parole ! Et en plus, t'auras même pas un merci ! "

Chers collègues chouineurs de mon bureau (de tous les bureaux de Poste, et de toutes les entreprises où la paye est pourrave), auriez-vous l'immense bonté de bien vouloir fermer vos putains de gueules ? A 8h02 je n'ai pas encore digéré mes flocons d'avoine et mon lait de soja et j'ai des remontées acides.

Il est tout à fait indécent d'imposer à vos collaborateurs vos jérémiades six jours sur sept. Cela s'apparente clairement à du harcèlement.

C'est d'autant plus usant, déprimant et horripilant que votre motif de lamentation est absolument immuable : vous ne pouvez plus faire votre travail ! On sait ! Trop de boulot, pas assez de temps... On a pigé bordel !

Entendons nous bien, je comprends que vous soyez minés car votre travail, jadis bien aimé, n'a plus aucun sens depuis que la boîte vous

contraint à saloper le boulot en augmentant votre charge de travail.

C'est vrai que ça fait mal au cul de ramener le courrier que vous ne pouvez pas distribuer et de laisser les petits vieux sans leur journal, les chômeurs sans leurs convocations Pole Emploi et les commerçants sans leurs rappels d'impôts.

Je comprends aussi que vous vous sentiez impuissants face à cette entreprise qui vous broie méticuleusement à coup de persécutions, d'embuscades, de blâmes et qui semble prendre son pied en brandissant la menace du chômage pour vous soumettre.

Et vous, comprenez-vous que chialer devant vos casiers est tout à fait vain et irritant ?

Peut être devriez-vous envisager de changer votre manière d'appréhender votre travail ? Peut-être devriez-vous cesser de courir comme des demeurés et refuser enfin d'effectuer la charge qui n'est plus comprise dans vos horaires de travail ?

Entendons nous bien, il existe des entreprises où vous avez tout intérêt à rester tard au bureau pour montrer que vous en voulez et que vous êtes un winner. Il existe des jobs pour lesquels vous vous devez de vous défoncer les miches quitte à bosser le weekend et à zapper votre vie sociale. Tout cela existe, c'est un fait. Mais il y a un paramètre inhérent à ce type d'emploi : L'ARGENT !

Avez-vous saisi la nuance ?

Pour les lents, je récapitule :

Vous bossez beaucoup, vous gagnez beaucoup d'argent. Mais quand on perçoit un salaire ~~de merde~~ de facteur, la moindre des choses est de ne pas accumuler les heures sup's gratis...

Et pour ceux qui pensent comme la connasse susmentionnée et qui s'indignent de ne pas recevoir le moindre " merci ", sachez que la seule reconnaissance valable dans le monde du travail est l'argent. Les remerciements, les tapes dans le dos et les encouragements ne sont que des leviers de managers débiles pour managés idiots.

Allez ! Encore une fois, avec moi !

JE BOSSE : JE SUIS PAYE !

JE NE SUIS PAS PAYE : JE NE BOSSE PAS !

Nan mais !

CHERCHEZ L'ERREUR

*A Marseille- Jeudi 01/05/2014 à 12H07 Manif' du 1er-Mai : 20 000 personnes selon les organisateurs, 3 000 d'après la police.

*A Paris: 1er mai: le FN annonce 20.000 participants à son défilé, 5.300 selon la police

La Presse aux ordres ...du gouvernement ? du FN ?

Les usagers du Service public

par Lorán CAILLAUD

Autrefois, dans un temps que les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître, on avait pour habitude de nommer « usagers » les personnes qui utilisaient La Poste pour communiquer.

Aujourd'hui, on ne parle plus que de « clients ».

Or, l'utilisation d'un terme ou d'un autre a des conséquences non négligeables. Parler d'usagers, c'est parler de services publics, et de communication pour tous. Le droit à la communication est vital. Au-delà du lien social, la communication permet le transfert des savoirs, de la culture joue dans le développement social et culturel. Elle renforce la notion, le rôle du collectif, donc de l'intérêt général. Elle est essentielle pour vivre ensemble.

Le simple fait de parler de clients implique que la communication n'est plus un droit, mais une marchandise, contrôlée par des financiers incontrôlables, qui demandent toujours plus, et qui ne répondent plus aux besoins des populations.

Le service public est le patrimoine de ceux qui n'ont rien, ne le laissons pas aux mains du capital.

Les Cochons de Payeurs (de contribuables...)

Quel impact sur votre pouvoir d'achat ?			
simulation	Pertes de pension liées au report de la revalorisation		
	Pension nette de base, mensuelle	1 250,00 €	1 650,00 €
Inflation annuelle (estimation)	1,50%	1,50%	1,50%
Perte 2014 :	112,50 €	148,50 €	216,00 €
Perte 2015 :	114,19 €	150,73 €	219,24 €
Perte 2016 :	115,90 €	152,99 €	222,53 €

Après le « bout du tunnel »

Le Président de la République estime que le « retournement économique » tant attendu en France "arrive" et promet que cette nouvelle phase permettra une redistribution de pouvoir d'achat.

Bon pour les retraités faut pas rêver, il vous faudra attendre au minimum octobre 2015, sauf ceux qui plafonnent à 1200 euros "tous régimes confondus" c'est-à-dire en additionnant toutes les pensions perçues: la retraite de base et les retraites complémentaires qui seront augmentés en octobre (et qui perdront quand même le report d'avril à octobre).



à

Un instrument de transformation sociale

Par Nora Tréhel, présidente de la Mutuelle familiale.

La création de la Sécurité sociale en 1945 répondait à une grande ambition: organiser la société sur des bases justes et solidaires, favoriser l'émancipation citoyenne. En cela elle fut subversive et audacieusement visionnaire d'une autre façon d'asseoir le développement de la société. Dès sa mise en œuvre, le projet initial fut altéré par les conservatismes et des résistances fortes.

Le principe d'unité s'est peu à peu effacé devant la segmentation du système, l'approche gestionnaire a pris le pas sur l'enjeu sociétal. La solidarité nationale s'est progressivement estompée face aux mesures sectorielles et à la segmentation des droits. La transformation du capitalisme, la mondialisation et l'idéologie néolibérale ont signé la fin des synergies entre développement économique et protection sociale voulues par les créateurs de la Sécurité sociale et dont on a pu mesurer les bienfaits durant toute la période de reconstruction économique de la France. Traitée malheureusement comme une charge et non plus comme une chance pour le pays et ses habitants, la Sécurité sociale d'aujourd'hui a conservé son nom, mais on lui a fait perdre progressivement de son âme.

L'exemple de l'assurance maladie est éloquent: cette branche de la Sécurité sociale a été rendue déficitaire sans discontinuité depuis 1989. Elle ne rem

bourse plus aujourd'hui que la moitié des soins courants pour les personnes qui ne sont pas en affection de longue durée et ses prestations se sont progressivement déconnectées de la réalité des dépenses supportées par les ménages. Les conseils des caisses n'administrent plus, l'essentiel des pouvoirs étant confié aux seuls directeurs. La politique conventionnelle, qui laisse libre cours aux vieux principes de la médecine libérale, s'avère incapable de faire évoluer un système de soins inadapté face à l'explosion des maladies chroniques et des affections de longue durée. Alors oui, la Sécurité sociale doit être défendue. Contre un pacte dit de responsabilité qui veut la priver des ressources essentielles et réduire ses prestations. Contre des évolutions de la complémentaire santé qui tendent à limiter sa place et son rôle. Mais défendre la Sécurité sociale implique aussi de la repenser, à l'aune des besoins actuels, à travers un plan d'ensemble explicité et débattu démocratiquement, comme le fut celui qui présida à sa création.

Posons-nous quelques questions fondamentales. Sur le financement, pourquoi ne pas asseoir les cotisations sur toutes les richesses créées dans l'entreprise, de manière neutre vis-à-vis des facteurs de production, le capital et le travail? Ne peut-on aussi imaginer une fiscalité qui protège à la fois

l'environnement et la santé des personnes? Sur les prestations, ne faut-il pas encourager la prévention des risques sanitaires et sociaux plutôt que leur réparation? Ne faut-il pas considérer la protection sociale comme un investissement susceptible de réduire les inégalités et de contribuer au développement économique et humain?

Sur la gestion, ne peut-on faire émerger une démocratie sociale, participative et représentative, tirant enseignement des expériences du paritarisme et des impasses de l'étatisme? Sur le partenariat avec la mutualité, celui-ci n'est-il pas une voie à privilégier? Car la solidarité nationale ne peut répondre à tout, alors ne nous interdisons pas de faire barrage ensemble à la marchandisation de la santé, encourageons les actions visant à mieux réguler et mieux organiser le système de santé, cherchons les voies nous permettant de conjuguer nos compétences et nos savoirs au service des personnes... comme à la création de la Sécurité sociale, sur les critères de responsabilité, de démocratie, de solidarité, de mouvement social et citoyen.

Le fatalisme n'est pas de mise, pas plus que les contraintes de la construction européenne. La Sécurité sociale doit redevenir une perspective qui réenchante, mobilise et soutient les progrès sociaux et sociétaux.



3 mai 1936 : Il a 78 ans le Front populaire conduit par Léon Blum gagne les élections législatives.

Certains diront que c'est de l'histoire ancienne, mais il est important de se remémorer comment l'histoire a commencé. Et puis **il est bon de rappeler aux libéraux toujours prompts à réagir contre les mouvements sociaux, les grèves etc.. ce qu'ils doivent dans leur propre vie de salarié à ceux qu'ils critiquent, combattent ou méprisent.**

Au début des années 1930, notre pays (mais pas lui seul) est confronté à une crise économique, politique, sociale et morale. Nous sommes au milieu d'une terrible dépression et, poussée du chômage, chute des revenus, sont alors au menu des Français. Bien évidemment la population n'accorde plus aucun crédit aux gouvernants et la perte de confiance dans la démocratie parlementaire est patente.

Alors, en 1935, les partis de gauche et toutes les organisations de gauche concluent un pacte qui s'appellera "Le Front Populaire", l'objectif est de remporter les élections législatives de 1936 pour combattre et résoudre la crise économique et le chômage. Vaste programme !

Les élections législatives se déroulent les 26 avril et 3 mai 1936 et ce qui devait arriver arriva, la coalition de gauche remporte les élections avec à sa tête Léon Blum, "patron" de la SFIO (ancêtre du Parti Socialiste), c'est le premier socialiste à gouverner le pays et d'entrée il change les habitudes puisque 3 femmes sont présentes dans son cabinet alors qu'elles n'ont même

pas le droit de vote (eh oui mesdames vous devrez attendre 1945 pour avoir le droit de vote).

Pour la population cette victoire représente un espoir sans précédent et les travailleurs veulent que leurs revendications soient prises en compte par le patronat, alors, un mouvement de grève énorme est déclenché et les usines sont occupées, le pays est paralysé. Plus de 2 millions d'ouvriers sont en grève. Ceci fait réagir le nouveau gouvernement puisque des négociations commencent entre le patronat et les syndicats.

A peine un mois après, dans la nuit du 7 et 8 juin 1936 la CGT et le patronat signent un accord (les accords de Matignon) prévoyant :

- la création des délégués du personnel
- la reconnaissance du droit syndical
- augmentation de 12% des salaires
- instauration de la semaine de 40 heures
- attribution de 15 jours de congés payés (12 jours ouvrables)

Les textes furent déposés le 9 juin 1936, votés par les députés les 11 et 12, et par le Sénat les 17 et 18 juin. Le décret d'application de la loi sur les congés payés paru le 1er août.

Le patronat de l'époque réagit évidemment contre ces nouveaux droits accordés, il prévoyait "le début d'une catastrophe économique sans précédent en France", "les congés payés feront plus de dégâts à l'industrie et à l'artisanat que les destructions de la grande guerre", "dans 3 ans la France sera ruinée".

Chacun a pu voir que rien de tout ça ne s'est passé.

Je ne sais pas si vous avez remarqué mais la droite et le patronat utilisent les mêmes termes à propos des 35 heures, vous ne trouvez pas ?

C'était ça la gauche !



Charles avait depuis de nombreuses années le projet d'écrire ce qu'avait été la vie de ses parents : il souhaitait parler de son enfance dans un quartier ouvrier de Marseille.

Des années passées à l'école pratique d'industrie de Marseille, de son action et de son appartenance aux jeunes français insoumis, qui ont lutté avec leurs moyens contre la police allemande et la police française, qui sévissaient à Marseille dans les années 1940.

Nous avons ce devoir de mémoire. Jean JAURES écrivait « *un peuple sans mémoire, est un peuple sans avenir* ».

Nous avons la chance d'avoir un témoin de cette époque, qui nous expliquera avec sa faconde ce qu'il a fait « avec ses copains ».

Comme le dit Lucie AUBRAC « *le verbe résister se conjugue au présent* ». Encore faut-il en connaître l'Histoire !

MENU du CHEF

La Pomme de Terre Debout

Dans un conflit dur et qui traîne en longueur, quand au bout de près de 3 mois, vous sentez le Personnel las et prêt à lâcher prise, il vous faut "fouetter le moral".

Après une A.G houleuse et musclée, il vous faut trouver la formule qui d'un seul coup peu faire remonter le moral et redonner l'envie de continuer le combat.

Alors, terminez donc par :

" Je préfère manger une pomme de terre debout qu'un steak à genoux !

Et vous verrez votre A.G se muer en d'irrésistibles combattants du service Public.

A noter que: c'est lors du Repas des Vainqueurs que la Pomme de Terre fût mangée Debout pour la première fois !



Et pour faire descendre le tout, un peu de sport:

Le Lancer de Nain

Prenez un militant syndical, petit, fort en gueule, mais musclé comme un sandwich SNCF. Mettez -le de guet devant une porte dérobée d'où risque de surgir un directeur départemental de La Poste en fuite devant la colère de ses agents en grève. Trouvez quelques Robocops de service, genre " CRS " chargés d'extirper le directeur vers une voiture de fonction".

Et là, tout s'accélère.....

La porte s'entrouve. Le Directeur est là!

Le "petit fort en gueule" se met à crier pour alerter ses potes qui arrivent en courant.

Les CRS s'emparent du Directeur en écartant le petit homme qui fait un vol plané de quelques mètres sans toucher terre. Heureusement un platane vient arrêter ce vol historique qui aurait pu se terminer au milieu de la circulation.

Un bruit de crissement de pneus...et le directeur est en fuite!

Heureusement, notre petit homme n'est pas blessé, mais une expression est restée:

LE LANCER DE NAIN !

Mutuelle Générale
ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE
Jeudi 22 mai 2014 à 17H

Maison du BTP
344 Bd Michelet Marseille

Ne bradez pas notre mutuelle !

Depuis environ trois ans, des négociations menées par le directoire de la MG Paris sont en cours pour la recherche d'un ou de futur(s) partenaire(s).

Nous espérons que ces négociations se déroulent bien sur le principe fondamental de la démocratie et dans le cadre des règles fondatrices dont s'honorent les statuts de la MG ?

Car pour l'ensemble de nos adhérents, La Mutuelle Générale s'identifie à l'origine comme une association d'adhérents dont la représentativité

démocratique pouvait se résumer par cette maxime ; un adhérent, une voix !

Or, que constatons-nous aujourd'hui ?

Peut-être, un éloignement de plus en plus important avec ces principes démocratiques fondamentaux ?

En effet, le choix du ou des partenaires est en train de se décider, semble -t-il entre Malakoff-Médéric ou Humanis et ceci en complète contradiction avec des règles démocratiques minimums, d'informations et de consultations des adhérents MG ?

Il serait inconcevable de vouloir nous imposer le choix de quelques uns, sur ces deux seuls partenaires, alors que, dans le passé nous avons déjà réalisé des rapprochements avec la G.M.F. (Produit SANTELIA), mais aussi en créant (MUTARIS) avec succès ?

Peut-on accepter comme partenaires, le groupe « MEDERIC-MALAKOFF», voire avec HUMANIS ?

Sont-ils bien des partenaires de développement structurant qui vont respecter nos valeurs mutualistes, dans l'intérêt de nos adhérents ?

Personnellement J'en doute fortement? Qu'en pensez-vous ?

LES ADHERENTS PAYANT LEURS COTISATIONS ONT LEUR MOT A DIRE !

PAS QUESTION DE LAISSER A QUELQUES NOTABLES, QUELQU'ILS SOIENT, LE CHOIX DE DECISIONS QUI ENGAGENT L'AVENIR DE NOTRE MUTUELLE !

PARTICIPEZ MASSIVEMENT CETTE ASSEMBLEE DEPARTEMENTALE.

CONNAISSEZ VOUS UFC QUE CHOISIR ?**CONNAISSEZ VOUS INDECOSA -CGT ?**

Je parie que vous seriez plus nombreux à répondre Oui à la première question qu'à la deuxième.

Pourtant si ces deux organisations se réclament de la défense des consommateurs, ce qui les différencie, tient dans les trois lettres CGT qui suivent le sigle INDECOSA.

Mais ça veut dire quoi INDECOSA ?

Eh bien, c'est la contraction de : INformation DEfense des Consommateurs SALariés.

Cet organisme créé par la CGT pour aider ses syndiqués dans leurs problèmes de consommation, fonctionne sous le régime d'association nationale, dont le siège est dans l'ensemble confédéral à MONTREUIL.

Sont membres de droit et peuvent donc faire gratuitement appel à elle, tous les salariés et les retraités syndiqués CGT.

INDECOSA est présente sous forme d'organisations départementales dans plus de 80 Unions Départementales CGT.

Ces associations départementales fonctionnent avec des militants de la CGT, qui se spécialisent sur le droit de la consommation, sous la responsabilité de leur U D.

Les INDECOSA tiennent des permanences régulières, pour recevoir les personnes qui rencontrent des difficultés avec un prestataire de service, un bailleur, un locataire... bref tout ce qui a trait à la consommation.



Notre association fait partie des organisations agréées par les pouvoirs publics, donc à ce titre elle siège dans diverses commissions publiques. Nous répondons également aux invitations qui nous sont faites pour des rencontres d'échanges avec divers organismes ou entreprises.

Vous dire que notre existence fait plaisir à tout le monde, sûrement pas !

Comme vous vous en doutez, c'est bien les trois dernières lettres du sigle qui dérangent.

Et ceux qu'elles dérangent le plus, sont les organisations qui se revendiquent du pur mouvement consumériste qui se disent indépendantes de toute référence politique.

Que voulez vous, même si le mouvement syndical est affaibli, le CGT dérange encore aujourd'hui.

Raison de plus pour faire vivre notre INDECOSA, car plus elle dérange, plus nos actions au bénéfice des salariés ont de portée.



Au fait dans le 13, nous sommes à la Bourse du Travail, 24 Boulevard Charles Nedelec 13003 Marseille.

Pour ceux qui ne connaîtraient pas, c'est le boulevard qui monte de la Porte d'Aix vers la gare St Charles.

>>>>> Nous y sommes tous les MARDIS de 9 heures à 17 heures.

Si vous passez nous voir, vous serez toujours bienvenus, et en plus chez nous pas de chômage....on recrute figurez vous !

Alors si ça vous dit n'hésitez pas !

**Comme nous sommes en mai... petit retour sur mon, nos MAI.
Il y a...46 ans : un petit goût de pavé... qui nous démange encore !**

Il y eut ce joli mois de mai. On réinventait la grammaire. On mit la pendule des heures à l'impératif. Le temps était pourtant, disait-on, à l'imparfait de l'ennui. Entre deux volutes d'accordéon d'Yvette Horner et un couplet langoureux de Mireille Mathieu. D'un coup souffla une autre chanson. Elle nous invitait curieusement à « explorer le hasard », « à prendre nos désirs pour des réalités ». Elle demandait « d'exiger l'impossible, tout de suite, maintenant ». Il y avait paraît-il « des pavés sous la plage », il n'y avait qu'à les ôter au bout de « barricades qui nous fermaient la rue mais nous ouvraient la voie du futur ». On parlait de s'aimer différemment parfois même « les uns sur les autres », ou « de porter en soi le chaos pour libérer des étoiles dansantes ». Les slogans nous assuraient de ne pas avoir peur et que de toute façon, « ils pourraient couper les fleurs, ils n'empêcheraient pas la venue du printemps ».

Il y eut Mai

Subitement « il était interdit d'interdire » « La liberté commençait par une interdiction, celle de nuire à la liberté d'autrui ». Et puis l'on trublionnait, on décrétait d'un coup « l'état de bonheur permanent », « Nous n'étions au service de personne, nous nous servions tout seul » « On risquait nos pensées là où aucun cerveau ne les avait encore foulées » « Je participais, tu participais et eux ne profitaient plus » Il suffisait alors « de jouir sans entraves », « de vivre sans temps mort ». Nous apprenions d'un coup que « la forêt précédait l'homme et que le désert le suivait et donc qu'il ne fallait plus tomber amoureux d'un taux de croissance » mais d'une belle qui appuyait le matin sur le réveil en disant : « Réveil, tais-toi tu ne seras plus la première humiliation de ma journée ! » Tout à coup le « bonheur devenait une idée neuve », « on changeait la vie », « on transformait son mode d'emploi », on prônait le « dérèglement de tous les sens ». On adorait « la liberté libre » « L'âge d'or était de

venu l'âge où l'or ne régnait plus, le veau d'or n'était plus de boue » Jamais nous n'aurions voulu d'une « société où le risque de ne pas mourir de faim se serait échangé contre le risque de mourir d'ennui ». Les murs fleurissaient en bouquets sous nos trouvailles fécondées la nuit. La révolution syntaxique dura trois semaines. Et puis un grand Général changea les règles d'orthographe. On se mit soudain à dire qu'il ne fallait « pas voter pour ne pas vivoter », qu'il valait mieux aller à « Nanterre et vivre que d'aller au Club Med et mourir ». Partout les voiles de mai se dégonflaient. La sémantique et les cafés désillusionnaient. Le bateau ivre du vocabulaire s'échoua sur la rade des plages. On recommença à user du passé antérieur, abandonnant le futur aux Bescherelle ennuyeux de l'été. Nous rentrions alors chez nous la mine déconfite, défaite et contrite. Restait à achever l'embellie au piquet ressasant la dernière maxime de mai: « Le bleu de l'avenir restera gris tant qu'il n'aura pas été réinventé ».

MICHEL ETIEVENT

Je veux y être
à Paris



Déjà 12 inscrits



TRAIN de la COLERE

Inscrivez-vous

En téléphonant au Syndicat,
ou aux numéros suivants :

- *06.14.12.94.38 (Michel)
- *07.60.17.29.97 (Jocelyn)
- *06.83.18.55.88 (J.Paul)
- *06.09.43.73.33 (Patrick)

**Pensez à régler et
retourner les souches de
vos billets de tombola**

♪ Ils se souviennent, au mois de mai,
d'un sang qui coula rouge et noir,
d'une révolution manquée
qui faillit renverser l'Histoire

J'me souviens surtout d'ces moutons,
effrayés par la Liberté,
s'en allant voter par millions
pour l'ordre et la sécurité. ♪

La Prochaine..... Réunion COMMUNE aux TROIS SYNDICATS CGT / FAPT .13

Lundi 26 mai 9 heures

- Compte-rendu du 10ème congrès
- "Plan de travail" pour des luttes communes aux trois syndicats FAPT (Financiers, Télécom, Poste)
- Point sur la manifestation nationale à Paris du 3 juin (inscrits et souscription).

Syndicat CGT Retraités La Poste 13
55 av de la Rose
La Bruyère Bb ext D
13013 MARSEILLE

on t'y attend !

